

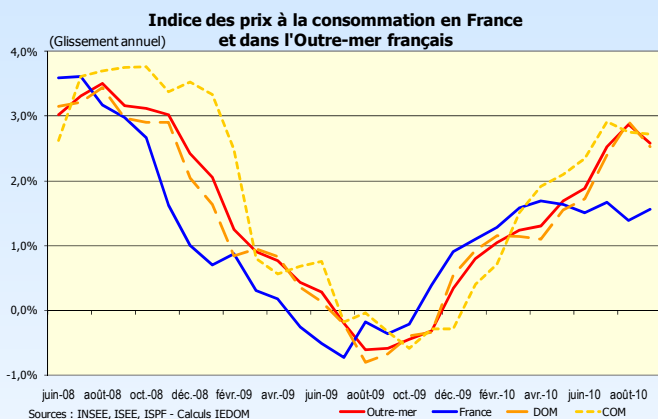


### Une reprise à deux vitesses dans l'Outre-mer français

*Le troisième trimestre de l'année 2010 a été marqué par des évolutions contrastées dans les différentes économies d'outre-mer. L'indicateur du climat des affaires en Polynésie Française, en Guyane et à Mayotte se situe à son niveau moyen de longue période (le dépassant même en Polynésie), porté par un troisième trimestre relativement mieux orienté. A La Réunion, il se stabilise à un niveau encore légèrement en dessous de sa moyenne de longue période. A la Guadeloupe, à la Martinique et en Nouvelle Calédonie, il continue de se dégrader, de façon prononcée pour cette dernière économie, et se situe maintenant bien en dessous de sa moyenne de longue période. La hausse des prix se poursuit à un rythme supérieur à celui de la métropole dans la plupart des géographies. La dégradation du marché du travail continue dans l'ensemble de l'Outre-mer. Malgré une consommation en baisse dans les DOM, mais dynamique dans les COM, et un investissement en berne dans toutes les géographies, les prévisions des chefs d'entreprise pour le quatrième trimestre sont, dans l'ensemble, plutôt favorables.*

### Une hausse des prix en général plus importante qu'en métropole

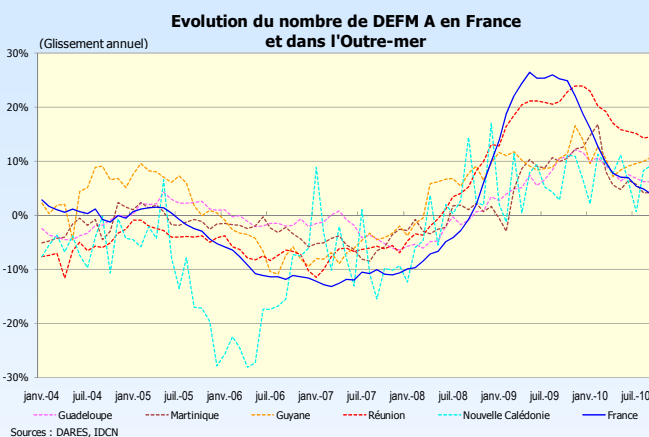
La hausse des prix, à l'œuvre depuis le début de l'année 2010, se poursuit dans la plupart des départements et collectivités d'outre-mer à un rythme supérieur à celui de la France entière. En septembre, le glissement annuel moyen pour l'Outre-mer s'établissait à 2,6 % contre 1,6 % pour la France entière. En moyenne, entre les deux trimestres dans les DOM, la hausse des prix est passée de +1,7 % à +2,5 %, et dans les COM de +2,3 % à +2,7 %, mais des disparités sont à noter entre les différents territoires.



Sur le trimestre, les prix ont enregistré une hausse importante à la Guadeloupe (+1,8 %) et à Mayotte (+1,4 %) alors qu'ils n'augmentent que légèrement en Guyane et à La Réunion (+0,4 % et +0,2 % respectivement). Les glissements annuels à fin septembre s'étagent de 0,1 % en Guyane à 4,2 % à la Guadeloupe où l'ensemble des produits participent à ce mouvement. Dans les collectivités du Pacifique, la hausse des prix est plus marquée sur l'année mais pas sur le trimestre. En Nouvelle-Calédonie, la hausse des prix se stabilise mais reste à un niveau inquiétant (+3,2 %), alimentant encore la crainte d'un retour de l'inflation. En Polynésie Française elle s'accroît fortement, passant de +1,1 % au trimestre précédent à +2,1 %. Enfin à Wallis-et-Futuna on assiste à une hausse des prix un peu plus prononcée qu'au trimestre précédent.

### Poursuite de la dégradation du marché du travail

A la différence de la métropole où elle s'atténue, la dégradation du marché du travail dans les DOM s'accroît, rompant avec le ralentissement à l'œuvre depuis février 2010. En glissement trimestriel, le nombre de demandeurs d'emplois dans les DOM a augmenté de 2,5 % contre +1,5 % en juin, avec des variations allant de +0,4 % pour la Martinique à +4,9 % pour la Guyane. A la Guadeloupe, le nombre de demandeurs d'emploi a atteint un niveau record pour la décennie.



La situation dans les COM du Pacifique est plus contrastée. En Nouvelle-Calédonie, le nombre de demandeurs d'emploi a continué de croître (0,7 % en glissement trimestriel, 9,2 % en glissement annuel). Cette évolution est liée, pour partie, à la construction de l'usine du Nord qui incite des personnes jusqu'ici plus ou moins éloignées du marché du travail à s'inscrire auprès des services Emploi Formation provinciaux. En Polynésie française, le ralentissement de la dégradation de l'indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand, entamé depuis septembre 2009, se poursuit (-1,4 % en septembre contre -1,9 % en juin). A Wallis-et-Futuna, le taux de chômage très élevé constitue l'une des premières causes de l'exode des jeunes.

## **Guadeloupe : une conjoncture en panne d'investissement**

L'indicateur du climat des affaires se replie à nouveau au troisième trimestre 2010 mais à un rythme moindre qu'au trimestre précédent. Après l'amélioration observée entre septembre 2009 et mars 2010, il efface un tiers de ses gains en six mois et retrouve un niveau proche de celui observé au deuxième trimestre 2009, au sortir de la crise sociale. Il se situe désormais 10,6 points en dessous de sa moyenne de longue période.

A la fin du mois de septembre, la quasi-totalité des indicateurs de l'économie guadeloupéenne sont en berne. Dans un contexte où la hausse de l'indice des prix s'accélère, la consommation des ménages montre quelques signes d'amélioration. L'investissement est en retrait tant du côté des entreprises que des particuliers.

Hormis l'hôtellerie, l'évolution de l'activité par grands secteurs est négative et on n'observe pas de changements significatifs de tendance après la dégradation du trimestre dernier. L'absence de grands chantiers a fragilisé l'activité des entreprises du BTP et de l'industrie. Le climat des affaires dans le commerce s'est de nouveau détérioré même si un rebond a pu être observé au niveau des ventes de véhicules.

Pour le prochain trimestre, les anticipations des chefs d'entreprise sont plus favorables, à l'exception notable de celles relatives à l'investissement. Les incertitudes persistantes quant à l'évolution du climat social et le manque de perspectives économiques alors que les effets de la LODEOM sont encore peu perceptibles se traduisent en effet par des prévisions d'investissement très prudentes pour les prochains mois.

## **Martinique : un climat des affaires en légère amélioration**

Au troisième trimestre 2010, l'indicateur du climat des affaires progresse légèrement, après le fort recul enregistré le trimestre précédent. Sur un an, l'ICA se redresse mais reste encore en deçà de sa moyenne de longue période (-13,5 points). Il est cependant trop tôt pour parler de reprise, il s'agit plutôt d'une inflexion.

La consommation montre quelques signes de reprise en dépit des difficultés de trésorerie des ménages et de la dégradation du marché de l'emploi. L'investissement des entreprises reste incertain et peine à retrouver le chemin de la croissance.

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité s'est moins contractée qu'au trimestre précédent et les effectifs ne diminuent plus, pour la première fois depuis 2008. Cependant, le poids des charges d'exploitation pénalise les trésoreries déjà fragilisées par l'allongement des délais de paiement.

Le contexte économique est toujours morose. L'activité durablement déprimée du secteur du BTP, en attente d'une relance de l'investissement public et privé, pèse sur l'industrie et le commerce. L'activité du secteur primaire est mitigée et a souffert du passage de l'ouragan *Tomas*. En revanche, le secteur du tourisme a retrouvé un niveau proche de sa moyenne longue période et le trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire affiche une hausse de 3,4 % sur un an, alors que le taux d'occupation des hôtels atteint 47 % en moyenne sur le trimestre. Les dirigeants du secteur des services aux entreprises font part d'une relative embellie dans leur activité. Les prévisions d'activité restent mal orientées dans l'ensemble.

## **Guyane : un moindre repli de l'activité**

Le trimestre est marqué par un arrêt de la dégradation de la conjoncture économique comme en témoigne l'évolution de l'indicateur du climat des affaires, qui progresse de 11,5 points sur le trimestre et retourne ainsi à sa moyenne de longue période.

La consommation des ménages affiche un recul moins prononcé qu'au trimestre précédent. Pour la première fois depuis deux ans, les prévisions d'investissement ne baissent plus, essentiellement grâce au secteur de l'industrie qui envisage d'investir fortement.

Le courant d'affaires reste cependant maussade dans plusieurs secteurs d'activité (agriculture, tourisme, commerce et services), contrastant avec la relative bonne tenue du BTP et de l'industrie.

Contrairement aux prévisions, la meilleure orientation de l'activité du secteur primaire et des industries agro-alimentaires ne s'est pas prolongée. Pour la première fois depuis un an, le secteur du BTP manifeste des signes de redressement de son activité et cette bonne orientation devrait se prolonger. Dans l'industrie, l'activité est en amélioration ; le secteur aurifère bénéficie toujours de la hausse du cours de l'or mais les exportations, en valeur comme en volume, régressent sur le trimestre. Le secteur spatial a été marqué par la contraction mécanique de son activité sur le trimestre à cause du rattrapage effectué au deuxième trimestre (absence de tirs au premier trimestre liée à des problèmes techniques). L'activité liée au commerce reste dégradée depuis quatre trimestres consécutifs même si au troisième trimestre l'érosion paraît de moindre ampleur. Les professionnels du tourisme enregistrent une poursuite de la dégradation de leur activité, beaucoup plus prononcée que celle observée au deuxième trimestre. L'activité des services marchands est mieux orientée ce trimestre.

Pour le quatrième trimestre, les entrepreneurs interrogés confirment la tendance au rétablissement de leur courant d'affaires, après un point bas atteint au premier semestre 2010.



## La Réunion : une activité économique en légère progression

Après avoir fortement progressé au second semestre 2009, l'indicateur de climat des affaires évolue plus lentement depuis le début de l'année. Le troisième trimestre 2010 s'inscrit dans cette tendance, avec une légère progression au troisième trimestre mais l'ICA reste en-deçà de sa moyenne de longue période.

La consommation des ménages, globalement mieux orientée depuis mi-2009, se tasse au troisième trimestre et l'investissement ralentit après avoir nettement progressé au trimestre précédent.

Le contexte économique reste donc globalement mitigé et les tensions sur le marché de l'emploi sont toujours vives. Les situations sont contrastées au niveau sectoriel. Le secteur « agriculture, élevage et pêche » enregistre un ralentissement de la croissance de son activité. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, les chefs d'entreprise notent une progression de l'activité pour le deuxième trimestre consécutif mais le niveau d'activité reste faible ; en deux années (2009 et 2010), les pertes d'emplois du secteur ont compensé la quasi-totalité des gains réalisés pendant la période des grands travaux. L'activité du secteur de l'industrie manufacturière (hors IAA) est toujours mal orientée au troisième trimestre : la détérioration se poursuit, mais à un rythme moindre qu'au trimestre précédent. Le courant d'affaires de l'industrie agro-alimentaire progresse toujours, malgré une légère décélération. Les professionnels du secteur des services marchands portent un jugement optimiste sur leur activité. Dans le secteur du tourisme, l'activité se maintient sur une tendance favorable et enregistre une forte hausse mais qui ne devrait pas se maintenir pour le dernier trimestre de l'année.

Cette meilleure orientation ne devrait pas se poursuivre : les prévisions pour la fin de l'année sont globalement à la baisse, seul le secteur primaire pourrait enregistrer un regain d'activité.

## Mayotte : un trimestre mouvementé mais des perspectives optimistes

L'indicateur du climat des affaires ressort en nette augmentation au troisième trimestre 2010 et revient à sa moyenne de longue période, en raison notamment d'anticipations bien orientées. Les perspectives sont plus favorables en dépit d'un troisième trimestre marqué par de multiples mouvements sociaux ayant paralysé durant plusieurs semaines l'activité économique de l'île. La consommation des ménages est restée limitée, l'investissement des entreprises réduit, voire interrompu.

Les résultats du secteur agricole sont mitigés. Le courant d'affaires du secteur industriel continue de se dégrader. La reprise de l'activité de l'industrie agro-alimentaire constatée au deuxième trimestre s'est accentuée au troisième trimestre. La dégradation qu'ont connue les entreprises du secteur du bâtiment et travaux publics depuis la fin de l'année 2008 semble s'être interrompue ce trimestre et l'activité a fortement progressé. L'activité des services marchands s'est dégradée et les entreprises du secteur sont pessimistes sur l'activité à venir. Dans le secteur du commerce, l'activité, déjà en repli les trimestres précédents, continue de se dégrader. Les professionnels du tourisme ont pâti des conflits sociaux en haute saison.

Les perspectives pour le quatrième trimestre sont meilleures. Mais le climat économique et social reste instable, influencé par les incertitudes liées au déroulement du processus de départementalisation et aux élections cantonales à venir en mars 2011

## Saint-Pierre-et-Miquelon : une amélioration

L'évolution des principaux indicateurs au troisième trimestre 2010 confirme les tendances observées au cours des deux précédents trimestres. La consommation des ménages reste soutenue et l'investissement est bien orienté. Malgré la persistance de dysfonctionnements affectant la desserte maritime de passagers, le nombre de touristes entrés sur l'archipel affiche une progression de plus de 16 % au troisième trimestre par rapport à la même période en 2009.



## IEOM

### **Nouvelle-Calédonie : morosité des chefs d'entreprise malgré des indicateurs plutôt satisfaisants**

L'Indicateur du climat des affaires (hors nickel) s'est de nouveau détérioré en septembre. Ce second repli, après celui du deuxième trimestre, est cependant plus marqué (-7,8 points contre -3,6 points). L'ICA se situe dorénavant en dessous de sa moyenne de longue période et revient sur les niveaux du début d'année 2009.

Cette baisse est surtout le fait de prévisions très pessimistes de la part des entrepreneurs pour le trimestre à venir, liées à des incertitudes de court et moyen terme concernant la situation des finances publiques locales, la fin des grands chantiers en cours, la réduction du périmètre de la défiscalisation et l'avenir politique et institutionnel du territoire. Alors qu'un regain d'optimisme, certes teinté de prudence, avait pu être relevé sur le premier semestre de l'année, au troisième trimestre les perspectives d'investissements pour les 12 prochains mois s'avèrent nettement plus modérées.

Sur fond d'inquiétude des entrepreneurs, l'économie du territoire a continué, néanmoins, de bien se comporter globalement, grâce notamment au chantier de l'usine du Nord. La consommation des ménages reste bien orientée, tout comme l'investissement.

Les tendances sectorielles sont restées sensiblement les mêmes qu'au trimestre précédent. L'activité est tirée par le secteur du nickel qui bénéficie d'une production en hausse et d'un cours toujours élevé. L'aquaculture est dans une situation préoccupante et 2010 pourrait être la plus mauvaise année depuis dix ans pour la filière crevette. La situation du tourisme semble se redresser mais le déficit de fréquentation cumulé ne pourra être comblé et l'année sera la pire de la décennie. Le secteur du BTP est toujours tiré par les grands chantiers en cours.

### **Polynésie française : le redressement de l'activité se poursuit**

Le redressement de l'Indicateur de climat des affaires se poursuit, témoignant d'une amélioration de la perception des chefs d'entreprises du secteur marchand, déjà observée au deuxième trimestre. L'ICA retrouve sa moyenne de longue période et affiche son meilleur niveau depuis le deuxième trimestre 2007.

La consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance polynésienne, montre quelques signes positifs malgré une nouvelle baisse sur le segment de l'automobile. Les chefs

d'entreprise se montrent moins réticents à investir et le dispositif de soutien à l'investissement des particuliers a été un succès.

Les dirigeants ne sont cependant pas unanimes sur cette embellie qui contribue à la stabilité des effectifs sans altérer le niveau des charges. La conjoncture est globalement satisfaisante pour le secteur primaire mais la situation du secteur de la perle reste délicate. Le tourisme a bénéficié d'éléments exceptionnels (éclipse de soleil) et les responsables des services aux entreprises confirment la bonne tenue de leur activité. En revanche, l'activité dans l'industrie se replie, à l'exception des industries agroalimentaires, et la rentrée scolaire n'aura pas permis d'atténuer le pessimisme du commerce. Les professionnels du BTP déplorent un manque de visibilité sur le court et le moyen terme : la contraction des dépenses liquidées par l'Enseignement et l'Aviation civile, la faible hausse de celles de la direction de l'Équipement, l'insuffisance de chantiers structurants et l'absence de nouveaux marchés significatifs semblent avoir significativement pesé sur la confiance des entrepreneurs et sur leurs intentions d'investir.

Dans l'attente de la mise en place des réformes structurelles annoncées (CPS, finances publiques, loi électorale) et d'une véritable dynamique de relance, les responsables économiques locaux abordent le quatrième trimestre 2010 avec circonspection. Dès lors, considérer l'amélioration ressentie au troisième trimestre comme l'amorce d'une reprise durable paraît prématuré.

### **Wallis-et-Futuna : La reprise se confirme**

La reprise de l'activité économique de Wallis-et-Futuna s'est confirmée grâce aux marchés publics attribués fin 2009 par l'Etat et le Fonds Européen de Développement, dont les effets se font maintenant sentir sur l'ensemble des secteurs d'activité. La consommation des ménages est dynamique, notamment pour les produits alimentaires et les biens d'équipement du foyer, et ce malgré une hausse des prix un peu plus prononcée qu'au trimestre précédent. En dépit de ce climat favorable, les entreprises ne maintiennent pas leur niveau d'investissements ce trimestre. Cette meilleure orientation concerne aussi Futuna : les travaux de reconstruction financés par l'Etat suite au passage du cyclone *Tomas* soutiennent l'activité de l'île. En revanche, selon les professionnels du secteur du commerce à Futuna, l'aide alimentaire aurait pesé quelque peu sur le niveau des ventes de certains produits de base.

Pour en savoir plus : - télécharger les bulletins trimestriels de suivi de la conjoncture économique et financière ainsi que les notes expresses, les notes de l'Institut d'émission et les rapports annuels de chaque agence sur le site de l'IEDOM : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr) et de l'IEOM : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

- ou se les procurer auprès du siège à l'adresse suivante :  
IEDOM-IEOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Directeur de la publication et Responsable de la rédaction : Y. Barroux - Rédacteur : OEE  
Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 21 décembre 2010 - Dépôt légal : décembre 2010 - ISSN 1775-0628